

*Le budget—M. Walter Smith*

ment devant ceux des régions riches ou des régions où une plus grande popularité politique serait utile pour les élections. C'est pourquoi nous continuerons d'appliquer le système de péréquation, car c'est l'un des piliers de notre système fédéral. Si nous pensons que l'unité du Canada est essentielle, et je le crois, aucun chef de parti ne pourra alors se payer le luxe de se retirer lorsque les situations exigent de se prononcer sur un principe.

De nombreux problèmes retiendront notre attention au cours de cette session, mais rien ne doit être plus important, selon moi, que le fait que le Canada est un endroit privilégié et qu'il en est ainsi parce que les Canadiens peuvent, partout au Canada, chercher la satisfaction grâce à l'aide et à la compréhension de leurs compatriotes.

L'opposition s'en prend toujours au taux de chômage élevé. Pourtant, plus d'un million d'emplois ont été créés de 1965 à 1970. Ce chiffre dépasse celui des nouveaux emplois créés dans l'ensemble des pays suivants: Belgique, Allemagne, Italie, France, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni. Ces sept pays, dont la population totale est 12 fois supérieure à celle du Canada, ont créé moins d'emplois que le Canada au cours de cette même période. Au Canada, cette tendance se poursuit et, en 1971, plus de 200,000 nouveaux emplois ont été créés. C'est le gouvernement présent qui a institué le ministère de l'Expansion économique régionale et qui, dans les trois dernières années, a dépensé des millions de dollars pour créer de nouveaux emplois dans les régions du Canada qui en avaient le plus besoin.

[Français]

Dans la circonscription de Saint-Jean, plusieurs industries ont profité des subventions fédérales à la construction de nouvelles industries ainsi qu'à l'expansion et à la modernisation d'autres.

La circonscription est déclarée zone désignée depuis 1970. Plusieurs industries sont donc admissibles à une subvention maximum de 10 p. 100 du coût jusqu'à \$2,000 pour chaque nouvel emploi créé.

• (1720)

[Traduction]

Bon nombre d'emplois ont été créés dans ma circonscription grâce au Programme d'initiatives locales, qui a été bien reçu par bon nombre. Malheureusement, certains des projets soumis n'ont pas été acceptés. Plus d'un million de dollars ont été consacrés jusqu'ici à ce programme, et je remercie les fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre qui ont approuvé des projets constructifs. Le bureau local de la main-d'œuvre à Saint-Jean et d'autres nous ont beaucoup aidés à préparer et à présenter des projets, projets qui répondent aux besoins locaux dans chaque quartier de la ville ou région du pays. Un grand nombre d'autres projets sont actuellement soumis en vertu d'un autre programme appelé Perspectives-Jeunesse. Il avait d'ailleurs remporté un grand succès l'année dernière, à ses débuts. Les étudiants applaudissent de tels projets et j'espère que de nombreux projets valables seront acceptés l'été prochain, afin de permettre aux étudiants de gagner assez d'argent pour poursuivre leurs études l'automne prochain.

L'agriculture est très importante au Canada et l'industrie laitière est peut-être celle qui occupe le plus grand nombre de cultivateurs. Il y a deux ans seulement, cette industrie n'était pas trop saine, mais grâce à la Commission du lait et au programme fédéral-provincial de commercialisation mis en place et accepté par les producteurs

[M. Smith (Saint-Jean).]

laitiers, à l'heure actuelle on ne fait que louer l'action du gouvernement dans le domaine de la production et de la commercialisation des produits laitiers. Le prix du beurre, du lait, du fromage et du lait en poudre a augmenté au cours des dernières années. Je félicite l'industrie pour sa collaboration et sa compréhension.

Les maraîchers constituent un secteur important, surtout dans les régions qui ont une terre noire riche et où l'on ensemence chaque année plusieurs milliers d'acres en pommes de terre, carottes, navets, oignons et beaucoup d'autres petits légumes. Néanmoins, les maraîchers doivent être beaucoup mieux protégés en pleine saison par un contrôle rigide des importations en provenance des États-Unis. Cette année, la saison humide a durement touché les cultivateurs et l'allocation de \$400 qu'on leur donne est insuffisante dans bien des cas. Je viens de constater que mon temps est presque écoulé, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur adjoint:** Je remercie le député de sa collaboration.

**M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton):** Monsieur l'Orateur, c'est un véritable honneur pour moi de faire ma première intervention à la Chambre des communes. Je voudrais vous exprimer, monsieur l'Orateur et monsieur l'Orateur adjoint, les meilleurs vœux des habitants de Lanark-Renfrew-Carleton et y joindre mes félicitations pour votre élection et votre nomination à ces hauts postes.

Je ne m'étendrai pas sur un sujet autre que le budget, car je n'en ai pas le temps. Tout d'abord, j'aimerais dire que je me demande s'il s'agit d'un bon budget. Je ne voudrais pas dire que tout le budget est mauvais, car le ministre des Finances (M. Turner) et la coalition des libéraux et du NPD ont tiré quatre des principaux éléments de ce budget des propositions que le parti conservateur progressiste a rendues publiques à l'automne de 1972. C'est évidemment un compliment pour le parti conservateur progressiste et cela augmente beaucoup la confiance que l'on peut avoir en lui en tant que parti de l'avenir et de la réflexion.

La carence de politique du parti libéral indique qu'il est à court d'idées et incapable d'élaborer une planification économique intelligente. L'un des quatre principaux articles du programme qu'il a empruntés se rapportait à un dégrèvement des particuliers. Au cours de la dernière campagne électorale, les conservateurs progressistes ont demandé un dégrèvement d'au moins 7 p. 100. Le ministre des Finances a laissé entendre durant la campagne que cette proposition manquait de sérieux. Cependant, le soir du budget, nous avons appris un dégrèvement de 5 p. 100.

Au cours de la campagne électorale, une partie du programme du parti conservateur pour 1972, c'était une majoration des pensions de vieillesse. On s'est moqué d'une proposition aussi peu sérieuse. Les libéraux ont déclaré qu'ils venaient tout juste d'accorder aux personnes âgées une augmentation tenant compte du coût de la vie au printemps de 1972. Le soir du budget, la pension de vieillesse a été augmentée de \$13 et portée à \$100 par mois.

Le parti conservateur progressiste avait préconisé au cours de la campagne électorale l'exemption, pour la ferme familiale, de l'impôt sur les gains en capital lorsque la ferme passait du père au fils. Le parti au pouvoir avait écarté cette possibilité comme un faux problème. Le soir du budget, le ministre a annoncé que l'exemption aurait lieu et que la ferme familiale ne serait plus imposée au titre des gains en capital lorsqu'elle passerait du père au fils.